

Féminisme

3

Écologie

8

Histoire

13

Sport

14

Allier paillettes  
et lutte contre  
les oppressions?

Recettes  
réactionnaires  
à la crise écologique

Abolir les prisons  
«brique par brique,  
mur par mur»

Pour une histoire  
du football  
à contre-pied

LE FRONT  
POPULAIRE:

UNE BONNE  
GAUCHE

Édito

UNITÉ DANS LA RUE ET DANS LES URNES  
FACE AU DANGER D'EXTRÊME-DROITE  
EN FRANCE!

**L**ors du scrutin européen du 9 juin, le Rassemblement national (RN) est arrivé largement en tête des suffrages. Le soir même, Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives en urgence les 30 juin et 7 juillet,

concrétisant ainsi la menace de voir le RN emporter une majorité de députés et fournir un Premier ministre au pays.

Face au danger que représente l'extrême-droite, les aspirations à l'unité d'une partie importante de la population, en particulier la jeunesse, ont

poussé les principaux partis politiques de gauche, y compris le PS à s'unir pour former le Nouveau Front populaire (NFP) en quelques jours.

Ce Nouveau Front populaire s'appuie sur le travail de la NUPES au moment des législatives de 2022, mais ne s'y

résume pas. Le NFP est porté par une aspiration légitime à l'unité pour empêcher le RN d'avoir une majorité.

Les syndicats ont été à l'initiative de divers appels en soutien à l'unité. Les manifestant-es ont pris la rue dès le soir du 9 juin, et samedi 15 juin, ils et elles étaient nombreux-ses et déterminé-es partout en France...

Les quatre principaux partis de la gauche – Parti socialiste, Parti communiste, la France insoumise et Europe Écologie →

National

4

EN DÉFENSE DU BOYCOTT ACADÉMIQUE

les Verts – ont mis au point un programme de 150 mesures et une répartition des 577 circonscriptions. Une trentaine de circonscriptions ont été attribuées à des petits partis, comme le NPA-l'Anticapitaliste.

Prendre la mesure du danger, qui risque d'accélérer la construction d'une force néo-fasciste contre le mouvement ouvrier portant des mesures s'attaquant frontalement aux droits démocratiques et sociaux et des politiques racistes, était une nécessité. Le NPA ne pouvait rester à l'écart.

Nous continuons à considérer que ce n'est pas avec des élections qu'on pourra changer le système. Les manifestations, les grèves, le rapport de forces dans la rue, les quartiers et les entreprises sont le seul moyen de tout bouleverser. Mais dans quelles conditions peut-on faire tout ceci si le RN arrive au pouvoir? Pour pouvoir lutter contre l'extrême-droite et le racisme dans la rue, il faut aussi les vaincre dans les urnes. C'est pourquoi sans aucune hésitation, nous avons décidé de rejoindre le Front populaire.

Au-delà du programme électoral, ce sont les revendications portées par les mobilisations de ces dernières années qui sont défendues par le NFP et que nous voulons appuyer de toutes nos forces en réaffirmant dans la campagne la nécessité de prendre nos affaires en mains.

Nous devons préparer les lendemains du 7 juillet sans illusions ni résignation. Le combat continuera après la courte campagne qui aura permis de renforcer la confiance de celles et ceux qui se battent pour une alternative aux politiques antisociales et aux attaques racistes et réactionnaires de l'extrême droite.

C'est pourquoi nous avons décidé d'aller jusqu'au bout de la démarche avec nos camarades Philippe Poutou et Pauline Salingue qui feront campagne dans l'Aude, face au candidat sortant d'extrême-droite. Nous ferons également campagne partout où nous sommes présent-es.

Avec la construction de ce Nouveau Front populaire, l'arrivée du RN au pouvoir n'est plus une fatalité. Après le 7 juillet, il faudra continuer de se mobiliser... quoi qu'il arrive!

Fabienne Dolet NPA-L'Anticapitaliste

# AGENDA

## Vaud

LU 1<sup>er</sup> JUILLET  
RASSEMBLEMENT DEVANT LE TRIBUNAL POUR MIKE BEN PÉTER  
8 h 30 avenue de Longemalle 1, Renens

20 → 28 JUIN  
DISTRIBUTION DE TRACTS POUR LES ÉLECTIONS FRANÇAISES  
Pour nous aider: info@solidarites.ch  
Débarcadère Lausanne-Ouchy et Fan Zone d'Ouchy

## GENÈVE

SA 29 JUIN



# TOURNOI DE FOOT ANTIRACISTE

STANDS DE COLLECTIFS ANTIRACISTES ET INTERNATIONALISTES

DÈS 9 H

STADE D'AÏRE LE LIGNON

## LAUSANNE

SA 13 JUILLET

# MANIFESTATION POUR MIKE BEN PÉTER

13 H

GARE DE LAUSANNE

## REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS!

→ [solidarites.ch/rejoignez-nous](https://solidarites.ch/rejoignez-nous)

## AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site: [solidarites.ch/abonnements](https://solidarites.ch/abonnements)

→ Par Twint, en scannant ce QR code



DI 14 JUILLET  
KOP  
Projection du documentaire de Streetpress sur les ultras et la politique en Europe.  
Boissons et bouffe prix libre (options vg & vegan). Vente des nouveaux maillots du FC Hardegger.  
Voir page 15.  
17 h Zinéma, Lausanne

## Neuchâtel

VE 28 JUIN  
Jaffa la mécanique de l'orange, projection suivie d'une discussion  
18 h 15 Cinéma ABC, La Chaux-de-Fonds

Impressum	Tirage	José Sanchez
5 000 exemplaires	17 n° par an	Thomas Vachetta
Editeur	Comité éditorial	Relecture
Journal solidarités	Clara Almeida Lozar	Luna Allouix
Case postale 2089	Nadja Baddoui	Pierre Conscience
1211 Genève 2	Clément Bindschedler	Northolie Delbrouck
T +41 22 740 07 40	Carl Studer	Anouk Essyud
E <a href="mailto:journal@solidarites.ch">journal@solidarites.ch</a>	Noémie Rentsch	Manolo Viarrier
W <a href="https://solidarites.ch/journal">solidarites.ch/journal</a>		Françoise Wos

Abonnements	Maquette et mise en page	Niels Wehrspann
Annuel	Converture	Martin Noddi / Hans Lucas
Étudiant-es, chômeurs-euses, AVS/AI...	Photothèque Rouge/	
3 mois à l'essai	Gratuit!	
pour payer:	CCP 17-216950-1	
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1		
Demanda d'abonnement et changements d'adresse:		
▶ <a href="mailto:abos@solidarites.ch">abos@solidarites.ch</a>		

Contacts régionaux du mouvement	Genève	25, rue des Gares
	Case postale 2089	
	T +41 22 740 07 40	
	E <a href="mailto:info@solidarites.ch">info@solidarites.ch</a>	
	W <a href="https://solidarites.ch/genève">solidarites.ch/genève</a>	

	Fribourg/Freiburg	Case postale 532
	1701 Fribourg	
	E <a href="mailto:fribourg@solidarites.ch">fribourg@solidarites.ch</a>	

	Neuchâtel	Case postale 3105
	2001 Neuchâtel	
	T +41 77 502 79 53	
	E <a href="mailto:ne@solidarites.ch">ne@solidarites.ch</a>	
	W <a href="https://solidarites.ch/ne">solidarites.ch/ne</a>	

	Vaud	5 place Chauderon
	1003 Lausanne	
	T +41 79 302 38 34	
	E <a href="mailto:voud@solidarites.ch">voud@solidarites.ch</a>	
	W <a href="https://solidarites.ch/vaud">solidarites.ch/vaud</a>	



Le tronçon de solidarités Genève à la manifestation du 14 juin

Féminisme National En mouvement

# COMMENT ALLIER PAILLETES ET LUTTE CONTRE LES OPPRESSIONS?

Une nouvelle marrée violette a traversé le pays ce 14 juin 2024. Une occasion pour les collectifs de la Grève de rappeler que si la mobilisation est bien joyeuse et festive, elle est avant tout politique.

5 ans après le tsunami violet de 2019, et une année après une nouvelle grève massive en 2023, certain-es s'interrogeaient sur la capacité de la Grève féministe à mobiliser ce 14 juin. Si depuis 2019, des victoires ont été engrangées, l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes (AVS 21, votée en septembre 2022) a toutefois représenté un important camouflet de la droite à l'encontre des luttes féministes.

À l'aube de la votation sur la réforme du deuxième pilier (LPP21, agendée au 22 septembre) qui pénaliserait à nouveau injustement les femmes en augmentant leurs cotisations tout en diminuant leurs rentes, ce 14 juin avait pour mission de rappeler la force du mouvement féministe.

## Le 14 juin, une journée de lutte féministe et internationaliste

C'est avec brio que la Grève féministe a réussi son pari. Près de 35 000 personnes à Berne, 30 000 à Genève ou encore 20 000 à Lausanne sont descendues dans la rue pour crier leur colère contre un système patriarcal oppressif et meurtrier; mais aussi pour danser et fêter. Par son ampleur, la mobilisation a été un succès, dépassant même nos espérances.

Au lendemain d'un nouveau 14 juin paré de violet, une question persiste néanmoins: comment politiser ces mobilisations; quand des congés sont donnés par plusieurs employeur-sexs, comme l'Université de Lausanne, alors que nous n'appelons pas à faire grève.

Comment faire pour que le 14 juin ne devienne pas une fête ou un jour férié et puisse rester une date de lutte contre les oppressions patriarcales?

Le collectif genevois de la Grève féministe y a répondu en fédérant toutes les générations dans un moment fort politiquement; offrant aussi un espace pour simplement célébrer la joie d'être ensemble; ouvrant sa scène à des collectifs et mouvements de différents horizons pour des prises de paroles avant et après la manifestation; consacrant la journée à la solidarité avec Gaza.

Le collectif genevois, en fusionnant les couleurs du drapeau palestinien au violet, a démontré que la convergence des luttes est une réalité et que le féminisme ne peut

## ATTAQUE FASCISTE CONTRE LA GRÈVE FÉMINISTE

La manifestation de la Grève féministe à Lausanne s'est poursuivie avec une série d'assemblées féministes et un DJ set. À la fin de l'événement, peu avant minuit, un groupe de 5 à 6 individus, potentiellement *skinheads*, est venu sur les lieux. Alors que plusieurs centaines de personnes étaient toujours rassemblées, ils ont provoqué des membres et sympathisant-exs de la Grève féministe, tout en faisant des saluts nazis. Au moins deux personnes ont ensuite été frappées et amenées aux urgences du CHUV. Nous leur apportons tout notre soutien.

Cette agression fasciste et machiste ciblant un mouvement luttant contre les oppressions patriarcales est une attaque grave contre la démocratie, la liberté d'expression, nos luttes et l'usage de l'espace public par les personnes opprimées. Elle alerte de la montée dangereuse de l'extrême-droite en Europe et de la violence portée par ces mouvements.

Avec la montée des partis de la droite dure et de leurs discours de haine contre les mouvements sociaux féministes, propalestiniens, queer, contre les personnes issues de l'immigration, de tels groupes fascistes violents sont de plus en plus décomplexés.

Ensemble à gauche condamne fermement cette attaque et appelle à une riposte large et unitaire de toutes les associations, syndicats et partis pour défendre les droits et les libertés démocratiques contre toutes les formes de violences sexistes et racistes.

Fascistes hors de nos villes et de nos rues!

*No pasarán!*

Communiqué d'Ensemble à Gauche Vaud ■

être que décolonial, antiraciste, anti-impérialiste, et anticapitaliste.

À Lausanne, à la suite de la manifestation, le collectif vaudois a organisé des assemblées féministes portant sur l'internationalisme, le travail, les violences et les parentalités. Si elles ont permis des échanges de qualité entre les participant-exs, ces assemblées n'ont cette année pas permis la convergence d'une majorité de manifestant-exs dans un ➔

moment d'échange collectif essentiel à la construction des résistances féministes.

### Sous les paillettes, la politisation de nos existences

Par ailleurs, différentes initiatives entreprises les semaines précédant le 14 juin indiquent qu'il est encore et toujours nécessaire de réaffirmer – et d'imposer – le caractère éminemment politique de cet événement. En opposition avec l'une des lignes directrices du Manifeste des collectifs de la Grève qui revendique la diminution du temps de travail, une représentante des Vert-es lausannois-es a ainsi demandé au Conseil communal de repousser la fermeture des bars le 14 juin, sans envisager l'impact d'une telle mesure pour les employés des bars. Cette proposition démontre l'amalgame qui demeure encore entre mobilisation politique et moment festif. Un amalgame contre lequel les collectifs de la Grève s'emploient à lutter en réaffirmant la dimension anticapitaliste de leur féminisme.

Parce que le féminisme n'est pas un dîner de gala, la lutte contre le système patriarcal est complexe et exige une vraie formation politique au fonctionnement de ses mécanismes et des intersections qui le relie à d'autres formes d'exploitation systémique. Une nécessité de formation collective par le bas à laquelle le collectif vaudois de la Grève entend bien répondre en dédiant l'année à venir à la thématique du *care*, soit à toutes les activités qui visent à apporter une réponse concrète aux besoins des autres.

L'objectif de cette campagne est de sortir le collectif de sa routine consistant à passer de l'organisation du 14 juin à celle du 25 novembre, puis celle du 8 mars. Cette campagne sur le *care* devrait également permettre de mobiliser de nouveaux modes d'actions et d'envisager des modalités alternatives d'interventions dans l'espace public pour continuer à visibiliser et politiser les questions féministes dans les rues de Suisse.

Dans un contexte où les tentatives de dépolitisation des luttes féministes se multiplient, les mobilisations doivent être festives mais elles doivent aussi être le lieu de l'expression d'une politisation de nos existences contre le patriarcat et tous les autres systèmes d'oppression.

Clara Brambilla Donna Golaz

National International Éducation

# EN DÉFENSE DU BOYCOTT ACADÉMIQUE

Plus d'un mois après la fin des occupations des universités suisses, il devient flagrant que la revendication centrale et commune à tous les mouvements a été largement combattue, évacuée à coup de contre-feux et autres faux-débats. Mais face à l'horreur à Gaza, le boycott académique mérite d'être débattu, et défendu.

Début juin, des universitaires de l'Université Hébraïque de Jérusalem (UHJ) publient une étude qui affirme qu'il n'y a pas de famine à Gaza. Douteuse et biaisée, elle s'appuie sur des chiffres de l'armée israélienne, contredit l'avis de tous les organismes internationaux, n'est pas encore validée par les pairs, mais la voilà déjà reprise par Netanyahu lors de son interview sur la chaîne française LCI pour justifier sa sale guerre. Grottesque illustration de ce que peut produire la science en contexte colonial et des liens entre universités, État et armée israéliennes.

### De Gandhi à PACBI, l'histoire longue d'un outil politique anti-colonial

En son temps, Gandhi avait appelé les manifestant·exs indien·nxs à boycotter les institutions académiques britanniques et à bâtir leurs propres institutions académiques. Quelques années plus tard, le Congrès National Africain (ANC) avait appelé au boycott académique des universités et chercheur·euses sud-africain·nxs dans le but de démanteler le régime d'apartheid.

En Palestine-même, c'est est une méthode centrale de la résistance, qu'on retrouve déjà au début du 20<sup>e</sup> siècle. S'appuyant sur cet héritage, des académicien·nxs palestinien·nxs ont lancé en 2004 un appel au boycott académique et culturel

(PACBI) sur le modèle du boycott Sud-Africain. Un moyen non-violent de pression politique sur l'État d'Israël, et un moyen direct de lutte contre le rôle que jouent les universités israéliennes dans le soutien à la colonisation et dans les recherches pour l'industrie militaire. Cet appel a ouvert la voie au mouvement BDS l'année suivante. Rappelons qu'en 1998, un appel au boycott académique avait déjà été lancé par des chercheur·euses de l'Unil.

Les mouvements étudiants et un grand nombre de chercheur·euses ont répondu à cet appel dans le contexte actuel de guerre contre Gaza. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Danemark, les mouvements ont demandé le désinvestissement des énormes fonds des universités dans les entreprises qui collaborent avec le régime israélien. En Suisse, et dans d'autres pays, les revendications ont porté sur la fin des accords institutionnels et des collaborations scientifiques



François Graf / Strates

avec les universités et institutions israéliennes.

### Éteindre les contre-feux et défendre le boycott

La droite n'a pas hésité à qualifier le mouvement de « militant » (par opposition à une recherche qui serait neutre et apolitique, renouant avec un positivisme grossier), supposément composé d'« agitateurs » qui ne seraient pas étudiant-exs. Pourtant, ce mouvement est bien celui de membres de la communauté académique qui demandent que celle-ci se saisisse de ce qui la concerne au sujet de la guerre en cours contre le peuple palestinien : la solidarité avec les universitaires à Gaza et la collaboration à la recherche avec les universités israéliennes. Jamais le mouvement n'a fait campagne pour le financement de l'UNRWA ou pour la reconnaissance de l'État de Palestine, autant de revendications justes, mais hors du cadre de l'université.

Or, le rapport de recherche dresse trois constats sans appel. Premièrement, l'ampleur et la variété des formes de collaborations des universités israéliennes avec l'État et l'armée. Deuxièmement, les attaques systématiques contre les libertés académiques et d'expression dans ces universités contre les voix critiques de la politique d'Israël. Troisièmement, le fait qu'au moins une des universités avec lesquelles l'Unil collabore est située dans des territoires

palestiniens occupés, en violation du droit international.

Avec tous ces éléments, la demande de boycott est parfaitement légitime. Comme le veut la ressassée rabelaisienne « *Science sans conscience, n'est que ruine de l'âme* ».

### Sauvegarder la liberté académique et une science en conscience

Les opposant-exs au boycott lui opposent la liberté académique. Mais les directives de la campagne PACBI s'appliquent aux accords institutionnels et non pas aux personnes. Et précisons que ce n'est qu'un outil au service d'une cause : si Israël met fin à la destruction méthodique de Gaza et sa population, respecte le droit international, et cesse la colonisation et l'apartheid, le boycott cessera.

De plus, la demande des universitaires que la liberté académique s'exerce dans un cadre qui respecte le droit international et les droits humains n'est pas hors de l'ordinaire. C'est plutôt l'objectif des chartes de valeurs de leurs propres universités, qu'ils appellent à respecter. Le boycott relève de la responsabilité de l'université d'assurer que la liberté académique s'exerce dans un cadre qui respecte les engagements et valeurs humanistes de l'institution.

N'oublions pas non plus que la décision de la Cours Internationale de Justice (CIJ) – doublé des récents mandats de la Cours

pénale internationale (CPI) contre Benjamin Netanyahu et Yohav Gallant – impliquent que les institutions qui collaborent avec Israël prennent des mesures immédiates, au nom de la prévention du risque de génocide. Y compris les universités Suisses.

### 6050 étudiant-exs tué-exs

Enfin, depuis le 7 octobre, les forces israéliennes ont bombardé toutes les universités de Gaza. Selon les derniers chiffres, publiés en avril, 6050 étudiant-exs et 266 membres du corps académique ont été tué-exs par les forces israéliennes. Les étudiant-exs de Gaza n'ont pas eu accès à leurs écoles depuis plus de 8 mois. La communauté universitaire peut les soutenir avec les moyens qui sont les siens : accueillir et soutenir financièrement les universitaires gazaoui-exs et mettre la pression sur l'État d'Israël, au moyen du boycott académique.

Ce qui devrait interroger, c'est pourquoi seules les universités se sont mobilisé-exs contre le massacre en cours. Quid de la presse dont le travail est empêché par Israël ? Quid de l'industrie de l'armement qui soutient l'effort de guerre israélien ? La liste est longue, et pourtant seul-exs les étudiant-exs ont été à la hauteur jusqu'à aujourd'hui, alors saluons-les !

Guillaume Matthey avec des membres du groupe qui a rédigé le rapport sur les collaborations entre l'Unil et les institutions israéliennes. Lien vers ce rapport sur notre site.

Neuchâtel

## OUH OUH, MÉFIONS-NOUS... DE LA SURVEILLANCE POLICIÈRE ET DES AMALGAMES

La police neuchâteloise vient de se signaler par son flair légendaire. Lors de l'occupation de l'Université de Neuchâtel en mai 2024 par un collectif étudiant solidaire du peuple palestinien, elle s'est déployée en ce lieu.

« Des membres des forces de l'ordre, en uniforme et en civil, ont assuré des observations afin de prévenir tout débordement dès le début du mouvement. Les forces de l'ordre se devaient d'assurer une présence sur place afin de rassurer le corps enseignant et les étudiants n'appartenant pas au mouvement, notamment les personnes de confession juive » (réponse d'Alain Ribaux, conseiller d'État, à une interpellation au Grand Conseil, *Arcinfo*, 30.5.2023).

Lors des occupations surveillées en Suisse, ces amalgames malhonnêtes ont été utilisés contre les étudiant-es. Or, le gouvernement israélien ne représente pas toutes « les personnes de confession juive ».

Dans le cas de l'Université de Neuchâtel, l'une des cibles des contrôles effectués par la police était une assemblée de la Fédération des étudiants neuchâtelois, qui n'avait pourtant pas le thème de l'occupation à l'ordre du jour. L'argousin de service, qui avait infiltré cette réunion et qui n'avait pu justifier sa qualité d'étudiant, fut prié de quitter les lieux.

Visiblement, le fichage des milieux non-conformistes reste d'actualité, plusieurs décennies après le scandale des fiches découvert en 1989, qui avait fait à l'époque l'objet d'un colloque organisé par l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) sous le titre *Cent ans de police politique en Suisse 1889-1989*.

Hans-Peter Renk



Des chercheur-sexs et des membres du corps enseignant sont venu-exs soutenir le mouvement.

# VERS LA CONSTRUCTION D'UN FRONT LARGE DE LA GAUCHE RADICALE ROMANDE?

Le 25 mai, solidarités Vaud a tenu son troisième congrès, après ceux de 2018 et 2021. Il a été l'occasion de discuter de nos orientations politiques pour les prochaines années, dans le contexte de crise profonde que nous traversons.

Ce moment important pour la démocratie interne a réuni, en plus de membres de la section, des camarades d'autres organisations qui ont répondu favorablement à l'invitation, à commencer par la section genevoise de notre organisation. Étaient également présent·es des membres de Décroissance alternatives, Solidarité & Écologie, Mouvement pour le socialisme, Cercle Rosa Luxemburg, Union Populaire, Contre-attaque et Autonomie ainsi que de la Jeunesse socialiste.

La matinée était dédiée à notre bilan politique de 2022 et 2023. Durant ces deux dernières années, nous avons ainsi, entre autres, lancé et déposé l'initiative vaudoise pour un salaire minimum, participé aux élections cantonales en 2022 et

féderales en 2023, à l'organisation de la Pride de Nuit, à relancer le Collectif Stop-Pillage, intégrer le Comité-Ukraine et la Fédération Suisse-Palestine.

Toutes ces activités au sein des institutions et des mouvements sociaux ont permis de tisser des liens avec des membres de nombreuses organisations. Autant de liens utiles lors de l'occupation de l'Université de Lausanne ce printemps.

## Construire face à la crise

Si ce bilan est globalement positif, il s'inscrit en revanche dans un contexte difficile : montée des autoritarismes et de l'extrême droite dans le monde, approfondissement de la crise climatique, creusement des inégalités, attaques contre les



La dynamique au sein de la coalition Ensemble à Gauche Vaud, qui réunit solidarités, décroissance alternatives et Solidarité & Écologie était très positive lors de la campagne des élections fédérales de 2023. Manifestation climat, Berne, 16 septembre 2023.

services publics, augmentation des guerres et des agressions impérialistes. Après avoir rappelé ce contexte, le Congrès vaudois s'est prononcé en faveur d'une politique systématique de front unique favorisant l'unité d'action des classes exploitées et opprimées. Cela signifie, d'une part, de tenter de construire à chaque fois les fronts les plus larges possibles pour gagner nos batailles politiques contre les forces bourgeoises et fascistes; d'autre part, de créer un rapprochement de toutes les forces

à la gauche du PS et des Vert·exs au sein d'une plateforme ou d'un parti large.

Ce mouvement, en permettant aussi bien les adhésions collectives des organisations que celles des individus doit permettre de constituer une organisation de gauche radicale couvrant l'ensemble du canton, puis à plus long terme, de constituer la base d'une projection au niveau romand, voire national. Bref, nous avons du pain sur la planche!

Térence Durig

# LA DROITE MANŒUVRE POUR AUGMENTER LES TARIFS TPG

Faire payer plus cher les transports publics à l'heure où le réchauffement climatique impose la nécessité de sortir au plus vite des énergies fossiles et donc de réduire fortement le trafic motorisé? C'est le projet de la droite, qui a fait passer la sortie des tarifs Transports publics genevois de la loi, pour que ceux-ci ne soient plus que fixés par les TPG et le Conseil d'État. Ceci sans que le Parlement ne puisse se prononcer ni qu'un référendum ne puisse être lancé pour que les votant·es aient leur mot à dire. Signez le référendum aujourd'hui pour qu'il soit encore possible de le faire à l'avenir!

Sous le prétexte de vouloir donner plus de « flexibilité » aux TPG, c'est un moyen pour pouvoir augmenter quand bon leur semble les tarifs, alors que ceux-ci sont inscrits dans la loi depuis une initiative de l'Avivo (Association de défense

des retraité·exs) il y a dix ans visant à empêcher justement toute augmentation. Les votant·es se sont d'ailleurs prononcé·es contre une hausse des tarifs en 2017. Un front large, de solidarités au MCG en passant par le PS, les Jeunes

Vert·exs, des syndicats, l'ATE ou actif-traffic vient de lancer un référendum contre cette loi.

Insensée au niveau climatique, une hausse des tarifs des transports publics serait aussi contraire aux engagements internationaux de la Suisse qui doit réduire fortement ses émissions de gaz à effet de serre, n'en déplaise à la droite qui rejette les constats de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

Avec les hausses des primes-maladie et des loyers qui s'appliquent déjà à toute la population peu importe ses revenus, celle des tarifs seraient un coup supplémentaire pour les classes précaires, qui utilisent particulièrement les TPG.

Avec la gratuité qui vient d'être accordée pour les moins de 25 ans en formation ou à bas revenus, le Conseil d'État

reconnait la pertinence de la gratuité d'un point de vue social et pour favoriser un transfert de mode de transport vers les TPG. Il est hors de question que cela se fasse au détriment du reste de la population. Cette mesure doit au contraire être étendue, comme le proposait notre initiative pour des TPG gratuits.

Le financement par l'impôt des transports publics, accompagné d'investissements importants pour développer le réseau et la cadence, est un axe central d'une politique écologique et sociale ambitieuse.

Signez et faites signer autour de vous le référendum d'ici au 12 août contre cette loi antidémocratique et insensée au niveau social et climatique et participez aux futures campagnes pour faire des TPG un bien commun accessible à tou·t·es!

Teo Frei



Le directeur de La Poste, Roberto Cirillo a gagné 824 000 francs en 2023.

Monde du travail National

# LA POSTE: NOUVEAU MASSACRE À LA TRONÇONNEUSE

Le 29 mai 2024, le directeur de La Poste, Roberto Cirillo, a annoncé la fermeture, d'ici 2028, de 170 bureaux de poste. Le 14 juin 2024, le conseiller fédéral Albert Rösti, chef du Département fédéral des télécommunications a présenté les grandes lignes d'une révision de l'ordonnance sur la poste.

**E**n 2020, Roberto Cirillo avait déclaré : « *Nous sommes convaincus qu'avec un réseau de 800 bureaux, nous avons une taille stable qui est également attractive pour les partenaires* » (Blick). Le plan actuel laisserait subsister 600 bureaux de poste officiels et 2000 agences postales (commerces privés, avec un comptoir dévolu aux activités du géant jaune).

La direction de La Poste invoque les changements d'habitudes de sa clientèle : baisse du courrier

postal, au profit du courrier électronique. En mars 2024, elle réclamait d'avoir les coudées franches : « *Nous voulons davantage de liberté pour réduire certaines prestations obsolètes et développer celles qui correspondent aux besoins réels de nos clients* » (Christian Levrat, 24 Heures, 30.5.2024).

## Qui seront les victimes de cette restructuration ?

« *Celles et ceux qui pâtissent de ce recul du service public seront*

*les plus fragiles, les seniors, les personnes dépendantes d'une aide pour des tâches administratives* » (Le Courrier, 30 mai 2024). La Poste n'offre aucune alternative – par exemple, des services électroniques utilisables par des profanes peu familières de la culture informatique – à cette population.

Les offices des régions périphériques se retrouveront dans le colimateur des liquidateurs. Ceux-ci prétendent que leurs décisions n'auront pas d'effet sur l'emploi.

Les autorités des petites localités, où les préposés des offices postaux avoisinent l'âge de la retraite, feront bien d'ouvrir l'œil. Car le départ de ces employés (dont le remplacement n'est pas garanti) permettra aux chef-fes de La Poste de prétendre à l'absence de licenciements.

## Révision de l'ordonnance fédérale sur La Poste

Le 14 juin 2024, le conseiller fédéral Albert Rösti (SVP/UDC) est monté au front pour annoncer un projet de révision de l'ordonnance sur La Poste. Quelques mesures phares :

- Jusqu'ici, 97 % du courrier postal (lettres et paquets) est distribué dans les délais tarifaires. Ce pourcentage pourrait baisser à 90 %.
- Les zones habitées à l'année (y compris les hameaux de cinq maisons) continueront à être desservies. Mais l'obligation de distribuer dans les maisons isolées (60 000 ménages concernés), même habitées à l'année, sera supprimée. Dans sa grande mansuétude, le Conseil fédéral

proposera des solutions de remplacement. Lesquelles ?

- Suppression des courriers A et B. Ils seront remplacés par une nouvelle lettre standard E+2 (distribuée trois jours par semaine contre cinq actuellement). Aucune indication n'est donnée à ce jour sur le tarif de ce nouveau service. On peut présumer qu'il sera égal ou supérieur à celui des courriers A et B.

## Quelques réactions à ce plan de démantèlement

Parmi les réactions, le constat ironique de *Vigousse, le petit satirique romand*. Son édition du 7.6.2024 montre en couverture, sur fond d'une carte de la Suisse, un seul bureau de poste ! Avec un usager déclarant : « *Je vais à LA Poste !* ».

Syndicom (le syndicat du personnel postal) dénonce un démantèlement du service public et « *appelle toutes celles et ceux qui défendent un service public fort à s'opposer aux mesures de démantèlement à tous les niveaux.* »

Le Parti socialiste – dont le chef de La Poste, Christian Levrat, est toujours membre – a écrit, par courrier A, mais sans succès, à Albert Rösti.

La conseillère nationale Jessica Jaccoud (PS) a déposé une interpellation soutenue par la députation vaudoise au Conseil national : « *Nous questionnons l'implication de la Confédération dans le pilotage de ces entités publiques. L'enjeu, c'est de déterminer le rôle de ces entreprises pour l'avenir: générer des profits maximaux ou assurer un service public accessible à tous* » (Blick, 13.6.2024).

Le Groupement suisse pour les régions de montagne a aussi manifesté son inquiétude. Mais y aura-t-il un mouvement d'ensemble, pourtant nécessaire, pour s'opposer à ce démantèlement ?

## Christian Levrat n'est pas un camarade!

Le PDG de La Poste n'est ni le premier, ni le dernier responsable « de gauche » ayant adopté la mode inesthétique de la veste retournée. Car il y a 20 ans, Christian Levrat appelait les employés et les usagers de La Poste à se mobiliser contre la politique qu'il défend aujourd'hui !

Il existe une alternative pour les opposant-es à ce démantèlement de La Poste : la renationalisation effective de cette régie fédérale, qui fonctionne aujourd'hui *de facto* comme une entreprise privée.

Hans-Peter Renk

# RECETTES RÉACTIONNAIRES À LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Face aux contradictions mises en évidence par la crise écosystémique, le capital intensifie conflits, répression et exploitation. L'extrême-droite formule des propositions qui approfondissent cette dynamique.

*Quel est l'intérêt de dire la vérité sur le fascisme – qui est condamné – si rien n'est dit contre le capitalisme qui l'engendre ?*

Bertolt Brecht

Le changement climatique est déjà une réalité qui impacte nos vies au quotidien. Il avance de pair avec les phénomènes météorologiques extrêmes qui nous accablent et se normalise par la répétition successive, inégale et combinée de ses effets.

Il n'est plus exceptionnel d'entendre parler de graves périodes de sécheresse dans la région méditerranéenne, de la raréfaction des ressources fossiles et des matières premières stratégiques dans le nord de la planète, de la perte de sols fertiles pour la production agroalimentaire ou de l'augmentation des incendies de sixième génération dans le monde entier. L'apparition quotidienne de ces éléments ne se fait pas dans l'abstrait ou de manière isolée, mais se combine et se nourrit d'autres phénomènes tels que les pénuries, l'inflation ou la spirale guerrière. Elle s'inscrit dans un contexte de crise et d'instabilité qui a son fondement dans le mode de production capitaliste.

Ce scénario nous expose à un long cycle de turbulences, de catastrophes et de changements auxquels le capital est loin d'être préparé par sa politique économique à court terme, mais qui, à son tour, ouvre sur un moment de transition par rapport à l'ordre actuel des choses. Ceci a des implications politiques claires que nous, écosocialistes, devons être en mesure d'aborder.

## Nos « Années folles »

Les contradictions mises en évidence par la crise écosystémique constituent un défi pour le processus d'expansion constante de l'accumulation du capital. Confronté à un impératif de croissance et à un besoin infini de profit, celui-ci se heurte aux limites biophysiques de la planète. Dans cette contradiction, le fragile équilibre qui sous-tend les fondements du régime d'accumulation du capital est mis à nu et il devient plus clair que sa limite réside dans les sources de sa richesse. Comment en effet aspirer à une croissance infinie sur un temps, des ressources, des vies et des territoires finis ? Face à ce constat, le capital propose une restructuration de ses circuits d'extraction de la valeur.

Des exemples de ce processus de restructuration peuvent être trouvés dans l'intensification du taux d'exploitation du travail, de la nature et des forces de reproduction; dans le renforcement des pratiques rentières, de la spoliation et de la dépossession dans les espaces clés de la reproduction sociale comme le logement, l'alimentation, les produits de base, etc.; ou encore dans l'intensification des conflits géopolitiques et impérialistes – qui ne se produisent pas seulement avec l'arrivée des sociétés transnationales, mais aussi dans les territoires où, après les occupations, les pratiques

génocidaires et la répression, les ressources sont spoliées.

Ces différents éléments qui agissent comme des mécanismes pour assurer la reproduction du capital modifient les bases sur lesquelles notre réalité sociale est construite. Cela transforme les relations de genre, les configurations raciales, les régimes sexuels et les structures qui les soutiennent et affaiblissant les pratiques démocratiques, les droits et les libertés. Ainsi, la restructuration du capital en ces temps de transition s'accompagne d'une reconfiguration des relations sociales dans le cadre d'une plus grande contestation et de contrôle à caractère réactionnaire, conservateur et libéralisateur.

Les changements que nous observons dans cette période de transition ne sont pas synchronisés, ni immédiats et ne s'expriment pas de la même manière partout, mais ils montrent une tendance croissante dans les propositions de résolution de la crise écologique. Elles avancent des recettes qui impliquent un creusement des inégalités, une intensification de la violence marchande et une montée de l'autoritarisme dans l'approche de la question écologique.

## La terre et la nation

Max Ajl dans *A People's Green New Deal* (2021) a recensé les réponses réactionnaires face à la crise éco-

logique. À travers une analyse critique des fondements idéologiques de diverses propositions, il souligne que, dans l'archipel de l'extrême-droite, des réponses sous forme de nationalisme vert et de racisme fossile existent. Ajl a ainsi mis en évidence un changement de comportement de l'extrême droite qui, loin de se concentrer uniquement sur la négation de la crise écologique et des impacts du changement climatique, ose formuler des propositions qui approfondissent les dynamiques impérialistes et incitent à l'ouverture de nouvelles frontières de l'accumulation.

Dans cette lignée, parmi les recettes réactionnaires, on trouve des projets et des propositions face à la crise écologique qui se focalisent sur la question de la sécurité nationale. Il s'agit de réponses qui considèrent la dégradation écologique comme une menace pour l'identité nationale, les convictions et les conditions de vie, et qui proposent donc une accélération des processus de sécurisation, de contrôle et de fermeture des frontières. Il s'agit de propositions qui reproduisent l'idée qu'il y a des corps qui comptent et d'autres qui ne comptent pas, des mort-es qui méritent d'être pleuré-es et d'autres non, des territoires qui peuvent être exploités, violés et détruits et d'autres qui doivent être sanctifiés.



Une politique écologique raciste, xénophobe et anti-immigration est déployée sous la maxime « *si vous voulez protéger la nation, vous devez protéger la terre, l'environnement* ». Le RN en France, le FPÖ en Autriche ou Aliança Catalana en Catalogne reprennent cette position dans leurs programmes et campagnes électorales, prônant la défense de la nature à partir d'un patriotisme vert.

Ce pari réactionnaire va de pair avec la promotion de propositions qui proposent la résolution de la crise écologique par l'ouverture de nouvelles frontières d'accumulation. On retrouve ici toutes les propositions qui font de l'adaptation, de l'atténuation ou de la transition de nouveaux marchés verts transnationaux dans lesquels investir, ainsi que les différents mécanismes de marché, les bulles spéculatives et les processus de financiarisation de la nature, de la biodiversité et du climat sous la forme de marchés à terme et de marchés du carbone, d'obligations vertes, de politiques compensatoires pour les services écosystémiques ou d'échanges dette-nature.

Des propositions qui reproduisent le comportement à court terme du capital et favorisent l'intensification des conflits, l'intensification des taux d'exploitation et des pratiques de recherche

de rente, sans remettre en cause le fait qu'elles sont aussi à l'origine de l'aggravation de la crise écologique. Des recettes néolibérales configurées par un écologisme réductionniste qui dit que ce qui est détruit peut toujours être substitué et contenu, et agit selon la maxime que tout est commercialisable.

Le cadre qui engendre ces prescriptions face à la crise écologique dépasse les limites de l'extrême-droite et imprègne les discours, les programmes et les propositions des forces de droite conservatrices, libérales et sociales-démocrates. Il pénètre dans les mouvements écologistes et paysans et pose un défi interne à nos collectifs : que les discours racistes, xénophobes et anti-immigration sont aussi produits dans les rangs écologistes et que les rêves hyper-individualistes et marchands du capitalisme vert sont aussi partagés dans les rangs écologistes.

Ainsi, la force des recettes réactionnaires ne dépend pas seulement de la montée de l'extrême-droite dans nos territoires – qui se développe et s'étend chaque jour – mais aussi de sa capacité à ébranler la machine infernale en période de transition et à faire croire que ce n'est qu'à l'intérieur des marges du capital que l'on pourra surmonter ce que la crise écologique nous réserve aujourd'hui.

### Dans le conflit, une note d'espoir

Si l'intensification et l'avancée de la crise écologique constituent un défi pour les propositions écosocialistes et de classe, la montée de l'extrême-droite mondiale et l'expansion de ses recettes réactionnaires impliquent un degré supplémentaire de complexité. La normalisation de plus en plus avérée de la barbarie dans les guerres, les génocides, les pillages et aux frontières augmente le niveau d'urgence et la nécessité de briser l'hégémonie d'un capitalisme sauvage qui vit en tournant le dos à sa propre survie. Il est donc essentiel de reconnaître que dans tout processus de reconfiguration des relations sociales médiées par le capital, ce ne sont pas seulement des réponses réactionnaires qui émergent : dans leurs ruptures, des propositions alternatives de formation de la vie émergent également.

Face à un capital qui, depuis des années, construit divers instruments politiques pour assurer à tout prix la continuité de ses objectifs, il existe une vaste généalogie de luttes pour la défense de la terre, de la santé et de la vie qui font école. Le fait est que la restructuration du capital n'a jamais été exempte de conflits et que nous avons appris d'eux.

Nous savons qu'il n'y a pas de recette magique pour la crise écologique ou de moyens faciles pour retirer les griffes du système capitaliste de nos corps-territoires. Mais nous savons que, dans chaque confrontation, dans chaque expérience de lutte, nous nous reconnaissons les un-es les autres et nous semons la voie de l'auto-organisation de classe comme un outil-clé de la contestation. Nous apprenons l'attention, l'affection et le soutien mutuel entre nous, et nous synthétisons de nouvelles propositions capables de briser les chaînes qui nous lient. Et nous tissons des ponts transfrontaliers en détectant un ennemi commun, ce qui nous renforce dans la certitude qu'il n'y a pas de frein d'urgence s'il n'est pas pour nous tou-tes.

C'est peut-être dans ce *tou-tes* que se trouve la question centrale d'une proposition qui se situe en dehors des recettes réactionnaires. La force et la radicalité d'une proposition écosocialiste et de classe sont condensées dans une politique irrévérencieuse, un engagement révolutionnaire construit sur la solidarité, l'internationalisme et l'anti-impérialisme, et qui fait de la diversité, de la pluralité et de la démocratie ouvrière un terrain fertile pour la dispute politique.

Joana Bregolat i Campos Anticapitalistas  
Article paru en castillan dans la revue  
Lab Sindikazua. Traduction: Juan Tortosa



Rassemblement pour dénoncer les attaques paramilitaires incessantes, Tadó, 5 juin 2024

International Colombie

# UNE CARAVANE POUR LA VIE!

En Colombie, plus de 1000 défenseurs-es des droits humains ont été tués depuis 2016 par les paramilitaires. Sonia López, leader de mouvements sociaux dans ce pays et membre de la Fondation Joel Sierra pour les droits de l'homme, a reçu le Prix national colombien des droits humains 2023, prix décerné par l'ONG suédoise Diakonia et l'Église suédoise en reconnaissance de ses efforts pour protéger les leaders sociaux. Entretien.

**Pourquoi êtes-vous venue en Europe ?** Entre autres, pour appeler la communauté internationale à accompagner la caravane humanitaire, pour la vie, la paix et la permanence sur le territoire, qui se déroulera du 28 juillet au 19 août de cette année. La caravane se rendra dans trois régions affectées par la violence structurelle des paramilitaires, des multinationales et de l'oligarchie colombienne et sera composée de membres du mouvement social colombien, de défenseurs-euses colombien-nes des droits humains et d'étranger-es solidaires.

L'objectif de cette caravane est triple : d'une part, rendre visible et dénoncer les violations permanentes des droits humains sur notre territoire, d'autre part, dénoncer les entreprises transnationales extractivistes et leurs liens avec les violations des droits humains et, enfin, rendre visibles nos

propres propositions de développement communautaire et nos expériences de pouvoir populaire.

**L'arrivée de Gustavo Petro au pouvoir n'a-t-elle pas changé la donne ?**

En 2022, pour la première fois dans l'histoire de la Colombie, il y a un président progressiste, ce qui suscite de grandes attentes quant à l'amélioration des conditions de vie dans le pays et à la paix. Cependant, après presque deux ans de mandat, le conflit politique, social et armé en Colombie a repris, affectant avec une intensité particulière certaines régions du pays, comme celle dans laquelle je vis, Arauca dans le nord-est.

Nous pensons qu'il ne s'agit pas d'un gouvernement de gauche, comme nous pensons qu'il devrait l'être, mais d'un gouvernement libéral et réformiste capitaliste qui n'est qu'une partie du pouvoir établi, et que, par conséquent,

les changements structurels dont cette société a besoin ne seront pas possibles. Cependant, nous avons soutenu des réformes ou des politiques qui bénéficient aux intérêts de la majorité des Colombien-nes, et nous continuerons à défendre, dans le feu de la mobilisation, les droits fondamentaux et les garanties pour une vie digne et permanente dans nos territoires.

**La situation est le résultat de la malédiction des matières premières et du pétrole ?** Oui, « malheureusement », notre région est riche en minerais et en pétrole.

La région (Arauca, Casanare et Meta) produit 75 % du pétrole colombien. Il existe des structures armées connues sous le nom de FARC dissidentes liées au trafic de drogue, qui sont de nouvelles expressions paramilitaires. L'une des bases étasuniennes les plus importantes pour contrôler le Vene-

zuela et le Cône Sud y est établie. La milice ELN y a également une présence significative.

Il existe une violence structurelle à l'encontre de la population araucanienne et du mouvement social. Certains dirigeant-es de nos villages ont été menacé-es, stigmatisé-es, kidnappé-es et assassiné-es.

**Quel est votre travail et que proposez-vous ?** Depuis notre fondation il y a presque 30 ans, nous dénonçons les violations des droits humains dans notre région, nous aidons les victimes, nous accompagnons les communautés, plus de 100 familles dont les proches ont été exécuté-es ou nous conseillons des camarades qui ont fait l'objet de montages judiciaires et qui ont été privé-es de leur liberté.

Pour les classes dominantes, nous sommes l'ennemi, car nous nous opposons à leurs plans de déposssession et d'appropriation des ressources naturelles, des terres et des territoires, dans le cadre de la doctrine de sécurité nationale basée sur l'« ennemi intérieur ».

Nous avons une proposition politique, économique et environnementale que nous avons appelée Plan de Vida (Plan de Vie), avec laquelle nous avons géré les transformations sociales sur le territoire. L'un des points forts de ce plan est que nous avons guidé les communautés paysannes de notre région pour éradiquer les cultures de coca, dans un processus qui s'est déroulé de 2007 à 2010, ce qui a permis d'ôter à l'État, aux paramilitaires et au gouvernement étasunien l'excuse de militariser notre région et d'emprisonner nos dirigeant-es.

Pour remplacer la coca, nous plantons du cacao, des bananes, défendons l'agriculture locale, projetons l'agro-industrialisation. Nous avons également mis en œuvre des projets communautaires, tels que le droit à l'eau, à la santé et à l'éducation, en tant que droits fondamentaux et publics, qui doivent sortir de la logique capitaliste du profit de quelques-un-es.

Bien sûr, nous avons parfois peur et craignons pour nos vies et celles de nos familles, mais iels se trompent s'iels pensent pouvoir nous briser, nous sommes tombé-es de nombreuses fois, mais nous sommes toujours relevé-es et avons continué notre travail. Nous portons dans nos communautés et nos programmes un autre monde, un monde de paix, de justice et d'égalité, et nous continuerons à nous battre pour lui.

Propos recueillis par Juan Tortosa

# UN AVERTISSEMENT POUR LE RÉGIME MODI

Narendra Modi avait promis de changer le pays de fond en comble. D'une certaine manière, il a réussi. L'écart entre pauvres et très riches s'est creusé en Inde ces dix dernières années. Cette augmentation vertigineuse est la conséquence directe de ses choix politiques.

La proximité des deux magnats du pays, Gautam Adani et Mukesh Ambani, tous deux à la tête de grands conglomérats indiens, avec le dirigeant du Bharatiya Janata Party (BJP) était visible depuis longtemps. Ces deux hommes les plus riches du pays ont profité de cette proximité pour étendre leurs empires en raflant dans des conditions douteuses, toute une série de concessions d'État, dans les domaines des ports, des mines, des infrastructures, des aéroports.

## Une société ultra inégalitaire

Au sommet, le nombre de milliardaires a presque doublé en dix ans. Désormais, l'Inde compte (selon *Forbes*) 271 milliardaires, contre un seul en 1991, 93 nouveaux-elles se sont ajoutés à la liste ces deux dernières années, illustrant cet ahurissante accumulation. Selon une récente étude, 1 % des Indiennes les plus fortunées détiennent 40 % de la richesse nationale et 23 % des revenus. Gautam Adani est ainsi devenu l'une des plus grandes for-

tunes d'Asie, évaluée à environ 140 milliards de dollars.

Par conséquent, l'Inde supplanté l'Afrique du Sud, le Brésil et les États-Unis dans le domaine des inégalités. Le Raj (nom donné à l'ancien Empire des Indes) de la bourgeoisie moderne dépasse le Raj de l'époque coloniale. L'ONG Oxfam estime que 57 % du revenu national est détenu par 10 % des plus riches. Le capitalisme se porte bien en Inde, surtout depuis la libéralisation de l'économie au début du 21<sup>e</sup> siècle.

Cette croissance découle des décisions politiques de Modi. D'abord dans son fief de Gujarat, où il accorde à Adani une autorisation pour créer une zone économique spéciale, paradis fiscal et commercial. Désormais les sociétés d'Adani sont devenues des géantes de la logistique (ports et aéroports), de l'alimentation et de l'énergie. Lourdemment endettées, ses compagnies ont pourtant bénéficié des fonds d'institutions publiques, les banques publiques indiennes détenant 30 % de la dette du conglomérat.

Cela représente une sérieuse garantie, basée sur des liens politiques solides.

D'ailleurs, la principale victime du recul électoral du BJP a été le conglomérat Adani, qui a perdu en une seule journée 45 milliards de dollars en valorisation boursière.

## Concentration extrême du capital

S'il est emblématique du modèle capitaliste indien, le groupe Adani n'est pas un cas isolé. D'autres géants se sont développés selon des schémas similaires : Reliance Industries du magnat Mukesh Ambani, l'homme le plus riche du pays, les groupes Tata, Birla et Bharti Airtel. Ces cinq entités concentrent 18 % des actifs économiques non-financiers en 2021, alors cette part n'était que de 10 % en 1991. Ces groupes ont écrasé leurs concurrents, petits et grands, puisque la part des cinq groupes suivants est passée de 18 % à 9 %, reflétant un phénomène de concentration du capital. Son accélération est di-

rectement liée à la libéralisation conduite par les politiques de Modi depuis 2014.

À noter aussi la responsabilité dans la pollution et dans le réchauffement climatique d'Adani, la croissance de ses sociétés énergétiques s'étant basée sur le commerce du charbon.

La croissance économique de l'Inde a surtout été provoquée par le développement des infrastructures. Le nombre d'aéroports est passé de 70 à 140 durant les deux dernières législatures. La concentration des fortunes et du capital s'est donc accélérée. Les vingt plus grands groupes indiens réalisent à eux seuls environ 80 % des bénéfices générés par les entreprises du sous-continent. Un chiffre qui a doublé en dix ans.

La fameuse « classe moyenne » sensée s'épanouir et se généraliser est un mirage selon certaines sources. Définie comme disposant de 10 à 20 dollars par jour, ce groupe est estimé à 66 millions de personnes, soit 5 % de la population...

## Pauvreté en recul ?

Le gouvernement Modi a mis en place un mince filet social pour empêcher les explosions sociales. Ainsi 813 millions d'Indiennes reçoivent chaque mois quelques kilos de céréales, alors que l'ONU estime la pauvreté en net recul ! S'il faut donner des aliments à plus de la moitié du pays, on peut douter des chiffres de l'ONU. Cette aide est vitale car 60 % de la population vit avec moins de 5 dollars par jour.

Selon les statistiques de la Banque mondiale, pour 30 % de la population c'est même moins de 1,9 dollar. C'est le prix minimum de la reproduction de la force de travail. Marx ne s'était pas trompé dans son analyse et ses prévisions sur les conditions de la vente de la force de travail dans la société capitaliste. L'Inde en offre un exemple terrifiant.

Que valent dans ces conditions les affirmations de l'ONU sur la réduction de la pauvreté, en Inde comme ailleurs ? La précarité est toujours largement présente, et l'inflation frappe impitoyablement. La promesse de Modi en 2014 d'un « développement pour tous, avec tous » n'était qu'un slogan électoral qui ne convainc plus.

Les mobilisations paysannes et le retour d'une opposition politique unifiée vont rendre les politiques autoritaires et théocratiques de Modi plus difficiles à appliquer.

José Sanchez  
Version intégrale sur notre site

Constatant que les promesses du gouvernement faites après les manifestations paysannes massives de 2020–2021 n'ont pas été tenues, le mouvement a repris début 2024. Répression d'une marche à la frontière des États du Penjab et de l'Haryana, 21 février 2024.



# UNE VIE GLORIEUSE POUR... LES CLEPTOCRATES

La défaite électorale du Congrès national africain (ANC) marque la fin d'une période, celle de l'espoir d'un changement économique et social en République sud-africaine après la fin de l'apartheid et l'arrivée au gouvernement de l'ANC en 1994.

Les successeur-es de Nelson Mandela ont épuisé le capital de confiance de la majorité du peuple sud-africain. La persistance voire l'accroissement des inégalités sociales durant leur gouvernance ont réduit progressivement leur majorité électorale.

Les élections du 29 mai viennent de mettre fin à sa toute-puissance institutionnelle et sanctionnent son impuissance à traduire dans les faits ses promesses de justice sociale.

## Abstention et perte de majorité

La majorité des électeurs-trices ont manifesté leur dégoût de ce gouvernement, du chômage massif, de la déliquescence des infrastructures de base (eau potable, électricité, transports) par l'abstention, qui a grimpé à 42 %, contre 34 % en 2019.

Le recul du score de l'ANC est l'autre aspect majeur de cette sanction, 40,2 % des suffrages, alors qu'en 2019 le parti l'emportait encore avec 57,5 % des voix. Rappelons aussi que l'ANC récoltait 70 % des votes en 2004.

Autre inquiétude, l'ancien dirigeant de l'ANC Jacob Zuma devient avec sa formation Umkhonto we Sizwe (MK), reprenant le nom de l'ancienne branche armée de l'ANC dissoute en 1991, la troisième force avec 14,5 %, score acquis en opposition frontale à l'ANC, et avec une orientation démagogique et identitaire. Les meilleurs scores du MK ont été acquis dans la province du Kwazulu-Natal, fief de la communauté Zoulou, le groupe ethnique le plus important du pays. Cette région avait été, durant la période de l'apartheid, le fief du mouvement Inkatha zoulou instrumentalisé par le pouvoir blanc pour combattre l'ANC.

La présidence de Zuma (2009-2018) fut marquée par de nombreux

scandales financiers. Accusé de détournements de fonds publics et d'enrichissement personnel, il dut démissionner en 2018. Cette période a été marquée par le pillage généralisé des ressources de l'État, au profit d'un cercle proche de politicien-nes et de capitalistes. Désormais, il fait l'objet de multiples poursuites judiciaires.

Rejetant toutes ces accusations, il se présente en victime, un peu à l'image de Trump. Comme lui, il a immédiatement contesté les résultats, parlant de fraude massive et annonçant que sa formation avait récolté les deux tiers des voix, sans preuve aucune.

## Du syndicalisme au capital

Le passé du président sortant Cyril Ramaphosa illustre bien les errements politiques des dirigeants de l'ANC. Ancien leader syndical sous l'apartheid, il était secrétaire de la fédération des mineurs sud-africains. Ce syndicat avait par sa force et ses mouvements de grève contribué grandement à la chute du régime raciste. Écarté de la course à la succession de Mandela,

Ramaphosa s'était reconverti dans le secteur privé, devenant dirigeant du groupe minier Lonmin et devenant une des plus grandes fortunes du pays. Il réprima de manière sanglante une grève des mineurs dans un des sites de son groupe à Marikana en août 2012, démontrant parfaitement le cynisme de ces nouveaux-elles capitalistes noir-es défendant les intérêts des actionnaires.

Pendant cette période, la majorité de la population attendait des améliorations dans ses conditions de vie et de travail. Dans beaucoup de *townships*, l'accès à l'eau potable est encore un luxe. Le chômage reste massif, poussant une fraction déshéritée vers la délinquance et les trafics de toutes sortes.

## Héritage du passé ?

Ces échecs ne sont pas seulement le résultat de l'héritage du mal-développement de la période de l'apartheid. Le respect du cadre capitaliste en République sud-africaine ne pouvait pas permettre la mise en place de politiques de justice sociale. Ce nouveau cadre a bé-

néficié seulement à une minorité, en créant une bourgeoisie et une petite bourgeoisie noire, qui ont grandi dans le cynisme et l'enrichissement sans borne ni scrupules.

La contestation au sein de l'ANC de ces gouvernances libérales étaient étouffées et combattues, la priorité étant le carriérisme de la majorité de ses dirigeant-es. Une partie de cette opposition a créé un nouveau parti « Les combattants pour la liberté économique » sans pouvoir constituer encore une alternative.

Les pillages de la période Zuma ont aussi eu des conséquences globales, la croissance du PIB stagnant à 0,8 % par en moyenne depuis 2012.

Dans un pays où le taux de chômage s'élève officiellement à 33 %, plus de 18 millions de personnes bénéficient d'aides sociales mises en place par l'ANC, ce qui a limité la contestation populaire. Pour ces 30 % de la population, c'est une économie de survie, avec peu d'espoir d'améliorations, malgré les multiples déclarations d'un redressement et d'un avenir meilleur.

Dernières promesses de Ramaphosa deux jours avant les élections, une loi assurant les soins gratuits dans n'importe quel établissement public ou privé et le versement d'un revenu de base universel. Tout comme les promesses de Zuma, ces déclarations apparaissent démagogiques. D'ailleurs, pourquoi n'ont-elles pas été mises en œuvre sous les présidences antérieures ?

La promesse de Mandela d'une « vie glorieuse pour tout le monde » est encore lointaine. La sanction par les urnes sera-t-elle suivie par une sanction dans la rue ?

José Sanchez

Le président (reconduit) Cyril Ramaphosa lors du dernier meeting de campagne de l'ANC, Johannesburg, 25 mai 2024





Le 15 janvier 1972, les 300 détenus de la prison Charles-III   Nancy se sont mutin s, ont pris le contrôle des bâtiments et se sont installés sur les toits.

International Histoire à lire

# ABOLIR LES PRISONS « BRIQUE PAR BRIQUE, MUR PAR MUR »

Alors que l'extrême-droite se pose en paravent contre la « délinquance » et « l'insécurité », les auteur-ices d'un livre récemment paru présentent l'histoire de l'abolitionnisme pénal. Ce mouvement politique vise l'abolition des prisons et du système pénal et esquisse des pistes émancipatrices. Entretien avec Sha n Morisse, co-auteur de l'ouvrage.

**Qu'est-ce que l'abolitionnisme pénal ?** L'abolitionnisme pénal est un courant de pensée et un mouvement social n  dans les années 1970, dans un contexte de luttes menées à l'intérieur et à l'extérieur des prisons de nombreux pays occidentaux. La critique abolitionniste a cherché à dépasser la critique réformiste de la prison, en visant le système pénal et d'autres systèmes de contrôle répressifs non pénaux. Elle remet en cause le fonctionnement de ces institutions, mais aussi leur rationalité, leurs fonctions sociales, et leur légitimité même.

  partir d'analyses empiriques, les abolitionnistes considèrent que ces institutions sont inefficaces dans les fonctions qu'elles prétendent remplir (dissuasion, resocialisation, sécurité), inopérantes dans leur approche pour analyser les préjudices et les résoudre (en ignorant les besoins des personnes impliquées), mais aussi destructrices, notamment parmi les groupes sociaux précarisés et racisés qu'elles visent en priorité. En bref, il s'agit d'abolir ces insti-

tutions parce qu'elles créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Simultanément, il s'agit de construire des modes de régulation sociale alternatifs.

**Peux-tu revenir sur l'abolitionnisme syndical ?** Dans notre livre, nous analysons l'histoire des mouvements abolitionnistes en particulier en France, en Europe et aux  tats-Unis. Concernant l'Europe, nous proposons une typologie distinguant trois types d'abolitionnisme, selon les répertoires d'action privilégiés – dans les faits souvent entremêlés : un abolitionnisme syndical (pays nordiques et Royaume-Uni), un abolitionnisme institutionnel (Pays-Bas et Allemagne de l'Ouest) et un abolitionnisme révolutionnaire (Italie).

Au début des années 1970, la perspective abolitionniste survient d'abord dans des pays où les mouvements de prisonnier-es sont massifs, avec la grève comme principale forme d'action pour améliorer la situation et les droits des prisonnier-es.

Des organisations apparaissent alors, composées de prisonnier-es et de soutiens extérieurs (issus notamment des milieux intellectuel, militant, religieux, artistique, juridique, médico-social...) et orientées à la fois vers l'abolition de la prison à long terme et une stratégie de réforme à court et moyen terme. En parallèle, des « syndicats » de prisonnier-es se forment, mais ils ne sont presque jamais reconnus par les organisations syndicales, qui comptent parmi leurs membres des agent-es pénitentiaires à la fois opposées à leur action collective et animées par des soucis souvent corporatistes et sécuritaires.

**Quelle stratégie pour « en finir avec toutes les prisons » ?** Nous identifions trois stratégies complémentaires. D'abord, une stratégie insurrectionnelle, rarement utilisée, qui vise la libération d'espaces par la destruction des institutions pénales via une confrontation directe (mutineries de masse, sabotages, etc.). Ensuite, une stratégie procédurale-gradualiste, histori-

quement dominante, qui cherche à faire reculer le système pénal en réduisant son pouvoir, via des réformes et luttes juridiques et politiques. Enfin, une stratégie autonomiste, de plus en plus populaire, tente de mettre en place des pratiques autonomes et des espaces libérés en construisant d'autres modes de résolution des préjudices.

**Vous publiez ce livre dans un contexte de montée en puissance des extrêmes-droites n ofascistes, qui se positionnent comme étant en lutte contre la « criminalité » et la « délinquance ». Penses-tu que l'abolitionnisme pénal ouvre la voie à la construction d'une alternative politique ?** Historiquement, l'abolitionnisme s' st développé dans une situation politique, économique et pénale plutôt favorable, et adossé à divers projets politiques, sociaux-démocrates ou révolutionnaires.   partir des années 1980, le néolibéralisme et le chômage de masse ont accompagné une re-politisation à droite des questions pénales, dans un contexte de déclin de l'état social et de montée de l'état pénal. Peu à peu, certaines forces « progressistes » elles-mêmes ont c d  au cadrage sécuritaire et réactionnaire en insistant sur la responsabilité individuelle et en oblitérant la variété de problèmes sociaux que ces situations soulèvent.

  l'inverse, l'abolitionnisme considère l'ensemble des préjudices (y compris non-pénaux) subis par les individus, en reliant les conflits interpersonnels aux injustices structurelles. Il imagine un continuum de dispositifs et d'institutions pour repenser collectivement la justice et la sécurité en attaquant les racines des problèmes et en partant des réels besoins des personnes.

Ce projet politique cherche à inventer une nouvelle société porteuse d'autres rapports sociaux, qui ne reposent pas sur la répression et l'infliction institutionnelle de la souffrance.

Propos recueillis par Anouk Essyad



Joël Charbit,  
Sha n Morisse  
& Gw nola  
Ricordeau,  
*Brique par brique,  
mur par mur.*  
Une histoire de  
l'abolitionnisme  
pénal, Montréal,  
Lux Editeur, 2024,  
304 p.

# POUR UNE HISTOIRE DU FOOTBALL À CONTRE-PIED

Le livre *Illusion du ballon. Football et Théorie critique* de Luis Martínez Andrade propose de restituer le football aux opprimé-es et vaincu-es de l'histoire en s'appuyant sur les thèses de Walter Benjamin.

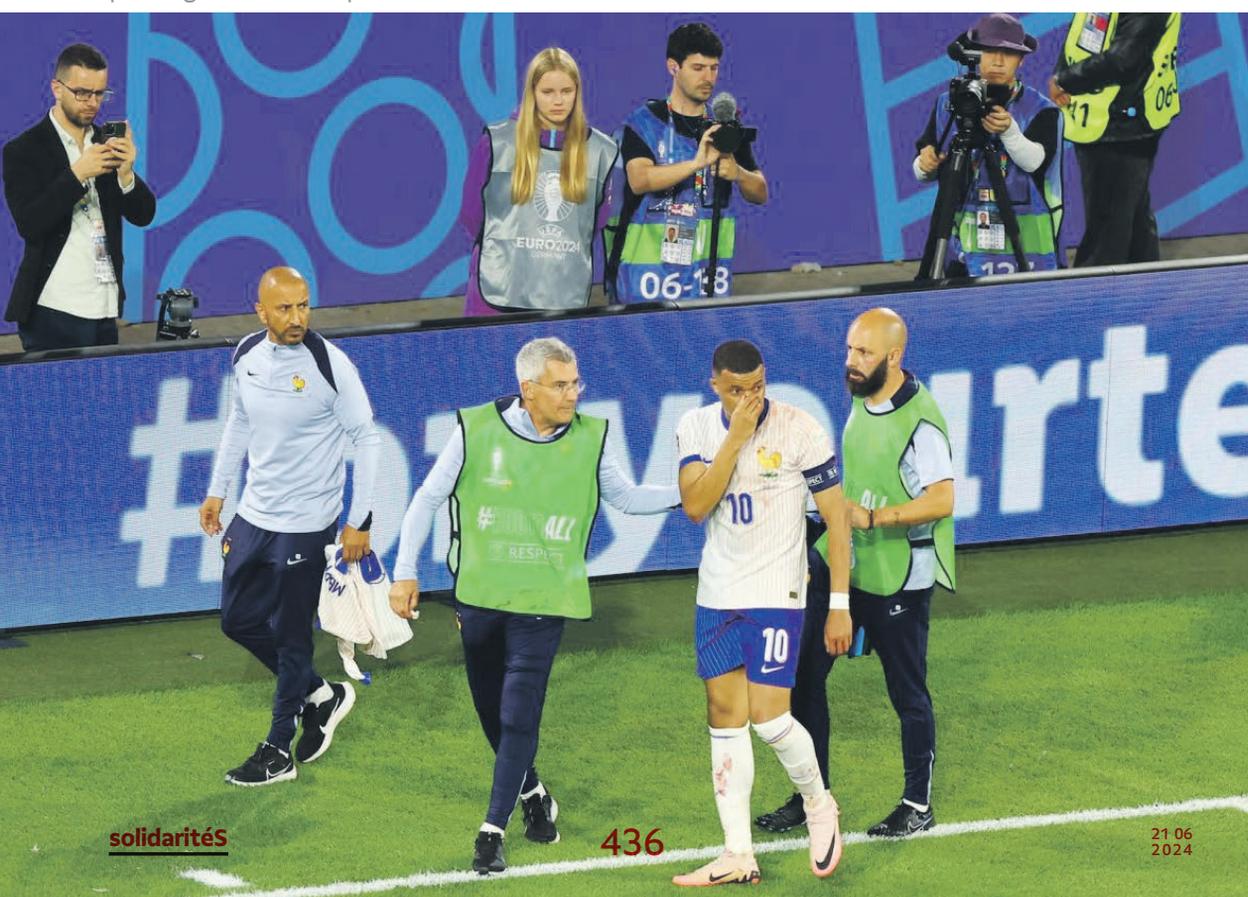
La catastrophe des élections européennes n'a pas tardé à se dissiper derrière l'actualité médiatiquement bien plus imposante qu'est l'Euro de football – une autre catastrophe. Les mêmes consciences qui ont choisi par les urnes la première catastrophe, pourrions-nous penser, et non sans une certaine logique – un même caractère nationaliste anime les deux gestes – soutiennent maintenant dans les stades la seconde. Ainsi s'articule à l'heure actuelle l'idéologie dominante – gardienne du *continuum* catastrophique – délicieusement néolibérale, même dans ses tendances fascistes le plus sombres.

Walter Benjamin, penseur révolutionnaire allemand, dans ses célèbres thèses « Sur le concept d'histoire » (1940) décrit l'histoire dominante comme le « *défilé triomphal des élites* », un *continuum de catastrophes* opérant sous couverture de l'idéologie du progrès. Il propose de faire exploser ce continuum en lui opposant une histoire révolutionnaire, qui pense la réalité historique du point de vue matérialiste des opprimé-es, des dominé-es, des vaincu-es de l'histoire.<sup>1</sup>

Certain-es intellectuel·les soutiennent que le Football – et bien sûr le sport en général – de-

vrait être aboli pour le bien de la cause socialiste révolutionnaire, comme tous les narcotiques qui détournent les consciences de l'action politique. Dans le cumul de décombres, des massacres humanitaires et des désastres écologiques provoqués par les organisations mafieuses internationales du jeu du Football – l'UEFA et la FIFA – pouvons-nous encore effectivement sauver quelque chose ? Le progrès de la catastrophe a montré ses excellents résultats lors de la dernière coupe du Monde en Qatar – 6500 ouvriers morts sur les chantiers des stades.

Sans un football antifasciste et solidaire (« extrême » diraient certain-es), on ne fera que prolonger la catastrophe.



## Abolir le foot ?

Le bien connu mépris des intellectuel·les pour le Football en particulier, et pour le sport en général, semble donc retrouver confirmation dans la *praxis* qui est à l'heure actuelle la nôtre. Le fondateur de la Théorie critique du sport, Jean-Marie Brohm, est lui aussi de cet avis, nous rappelle Martínez dans l'introduction de son livre. Mais l'attitude critique propre à la pensée matérialiste, dialectique et ouverte, refuse les armes de l'abolition et de l'exclusion absolue, typiques de l'idéologie fasciste. Rien, dans la totalité sociale et historique toujours en mouvement, n'est absolument faux – même dans les conditions de réification totale dans lesquelles se trouve pris aujourd'hui le jeu du football. La vérité, en termes philosophiques, et la justice en termes politiques, sont, toujours et partout, *en jeu*.

L'histoire perçue du point de vue des dominant-es n'est pas sans fissures. Bien sédimentées dans les profondeurs de cette temporalité fautive et injuste, en apparence linéaire et homogène, du *continuum* de la catastrophe, des images de vérité respirent encore, d'émancipation sociale, de justice politique. Hors du temps de la catastrophe, elles vivent une temporalité alternative, ce que Benjamin appelle le *Jetztzeit*, le temps-actuel, le temps des images révolutionnaires.

Sédimentée, enterrée sous les stratifications dominantes de l'histoire des vainqueurs, l'histoire des opprimé-es, des dominé-es, des vaincu-es se représente à travers l'acte conscient de l'*Eingedenken*. Ce néologisme benjaminien, un verbe substantivé qui signifie littéralement « se rappeler, ou se souvenir dans, à l'intérieur », montre bien comment, dans l'immanence de tout objet, en l'occurrence le jeu du football, dans les profondeurs des couches avec lesquelles l'idéologie dominante l'a recouvert, il y a toujours, dialectiquement, quelque chose à sauver : des images révolutionnaires qui appartiennent à la tradition des opprimé-es. Or, la tâche de l'historien matérialiste est, dit Benjamin, celle de « rappeler à l'ordre du jour » ces images, de les actualiser.

Quand cette actualisation de la pensée rentre en contact avec ces images révolutionnaires du

<sup>1</sup> Pour une explication claire et rigoureuse des thèses « Sur le concept d'histoire » de Walter Benjamin, se référer aux travaux de Michael Löwy en général, et en particulier à son *Walter Benjamin. Avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »* (Éditions de l'Éclat 2014).

passé à travers l'*Eingedenken*, se forme ce que Benjamin appelle l'« *image dialectique* », la catégorie fondamentale de la philosophie de l'histoire benjaminienne. C'est une catégorie qui définit une image vraiment révolutionnaire dans une temporalité alternative au temps catastrophique de l'idéologie dominante : elle ne connaît ni « continuité », ni « progrès ». L'image dialectique est donc, dans la philosophie de l'histoire de Benjamin, le matériel fondamental avec lequel se charpente la tradition théorique et pratique révolutionnaire.

### Déréifier le foot

Cette digression théorique est nécessaire à la compréhension du livre de Luis Martínez Andrade, qui se présente comme une « constellation d'images dialectiques ». En déroulant l'histoire moderne du football dans une constellation de vingt-huit essais, ou justement « *images dialectiques* », Martínez restitue le jeu du ballon à la tradition des vaincus, des opprimés, des dominés.

En brochant l'histoire moderne du football « à rebrousse-poil », dans le geste tactique du contre-pied, Martínez veut réveiller les consciences de l'amnésie d'une collectivité dont se sert l'idéologie dominante, de montrer les vraies significations du jeu du football hors de sa falsification, de sa fétichisation, de sa commercialisation et de son intégration dans la société du spectacle. Bref, « déréifier » le jeu du football.

Le geste méthodologique d'interprétation de l'histoire du football utilisé par Martínez dans son livre est, des premières indications dans l'introduction aux plus denses passages d'analyse des thèses « Sur le concept d'histoire » dans le vingt-huitième et dernier chapitre, explicitement benjaminien.

Toutefois, une deuxième figure d'égale importance sert d'inspiration à Martínez : l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano (né en 1940, l'année dans laquelle Walter Benjamin, fuyant les persécutions nazies, rattrapé à la frontière entre la France et l'Espagne par la police du régime franquiste, décida de se suicider). Cet « *écrivain obsédé par la mémoire* » présente lui aussi une histoire, celle des classes populaires en Amérique latine, de l'époque précolombienne jusqu'en 1985, à travers une mosaïque de fragments, ou une constellation d'images, de manière éminemment benjaminienne, réunies dans une trilogie intitulée *Mémoire du feu*.

Parmi ses travaux sur les classes populaires en Amérique latine, le football ne pouvait évidemment pas être mis de côté. Dans son livre *Le Football, ombre et lumière*, (2014), écrit Martínez, Galeano « *représente bel et bien une véritable analyse micrologico-marxiste du caractère mercantile du football moderne* ».

Dans le dernier chapitre du livre de Martínez, intitulé « Gardien de la mémoire du feu », l'auteur présente Galeano, ainsi que toutes les historien·nes matérialistes au sens benjaminien, à travers les métaphores du gardien et du dribbleur – *en politisant le football* : « *Gardien de la mémoire [...] l'écrivain uruguayen nous a montré qu'avec l'encre comme avec un ballon, il est possible de dribbler l'Histoire officielle des puissants.* »

### Utopie concrète du foot

En restituant le Football aux opprimés, aux vaincus de l'histoire à travers des images où se réunissent des éléments autobiographiques, historiques, et critico-théoriques afin de rappeler le caractère festif, communautaire, solidaire et socialiste du jeu du football – *l'autre* histoire du football – Martínez rappelle avec son livre la force technique et tactique à l'équipe de la tradition révolutionnaire. Nous avons un nouveau « gardien du feu ». Ce feu n'est pas celui de la flamme olympique, qui brûle au sommet du cortège de l'histoire dominante du sport, mais celui de la flamme révolutionnaire.

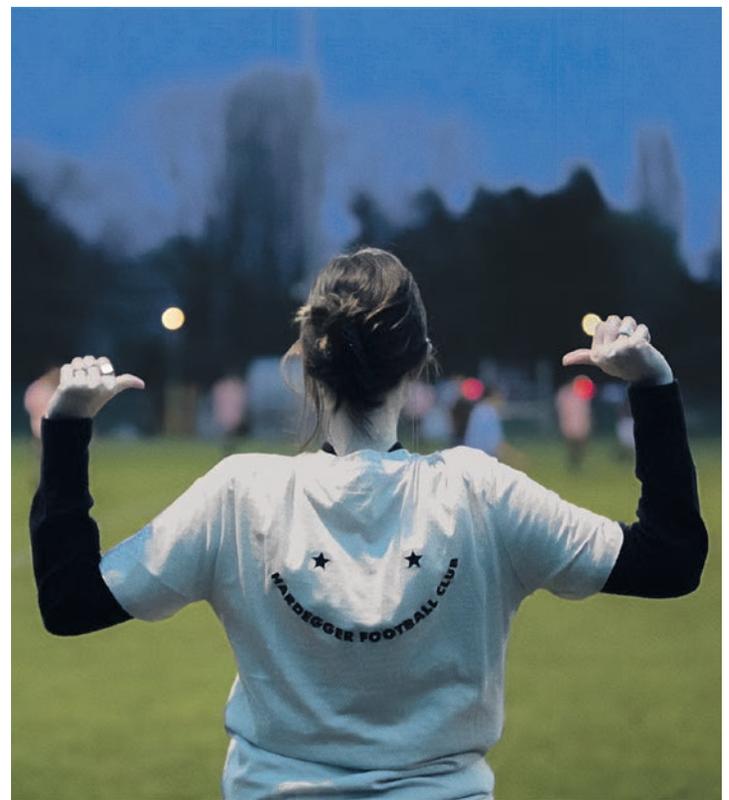
Ce feu ne brûle pas seulement l'oxygène de nos souvenirs, dans nos consciences – sans une flamme allumée dans le monde concret, dans la *praxis*, s'éteindrait aussi celle de nos pensées.

Un autre chapitre, une nouvelle étoile pourrait s'ajouter à la constellation d'« *images dialectiques* » de Martínez, une image concrète, une « utopie concrète » du football, au sens d'Ernst Bloch, vivant concrètement en dehors de l'histoire catastrophique du football dominant, qui aurait pour protagoniste des clubs de football antifascistes, solidaires et autogérés.

Simone Buzzi



Luis Martínez Andrade, *Illusions du ballon. Football et Théorie critique*, Paris, L'Harmattan, 2024



Théodora Menthonnex

## GEGENPRESSING DU FC HARDEGGER CONTRE LE FOOT-BUSINESS!

À Lausanne, et depuis bientôt deux ans, le FC Hardegger constitue un terrain de lutte pour une vision du football solidaire et inclusive.

Le nom du club fait référence à la militante suisse du siècle dernier, Margarethe Faas Hardegger, connue pour ses combats féministes et syndicalistes. Le foot, qui s'est historiquement développé dans les milieux ouvriers anglais au 19<sup>e</sup> siècle s'est désormais transformé en un marché économique globalisé, qui sert les intérêts des grandes institutions, notamment la FIFA et l'UEFA.

Un autre football est possible. Le club lausannois s'inscrit dans la tradition historique antifasciste des clubs européens et mondiaux et leur engagement contre le foot-business, tels que le FC Ménéilmontant en France et le Spartak Lecce en Italie. À Genève, le Tournoi Antiraciste occupe le terrain depuis 2019 (prochaine édition le 29 juin).

À l'interne, le club est autogéré et autofinancé. Tout est mis en place pour limiter les freins d'engagement que peuvent rencontrer les personnes minorisées dans le sport. L'équipe est mixte, la cotisation est prix libre et la transmission opère à travers l'apprentissage par les pairs.

En dehors du terrain, le club organise divers événements pour promouvoir ses valeurs. L'automne dernier, l'équipe avait mis sur pied un tournoi de foot caritatif en solidarité avec le peuple palestinien.

Les 23 juin, 5 et 7 juillet prochains plusieurs événements sont organisés au Zinéma, dans le cadre de l'Euro 2024. Au programme : projection de matchs, docu-série sur les liens entre supportérisme et politique et discussion sur la Palestine, le foot et le boycott sportif.

Alors que la gauche a tendance à délaïser le sport, organiser des événements politiques autour du football permet de toucher un public différent. Face à la montée de l'extrême droite dans les tribunes et dans le monde, rappelons que notre football est antifasciste et antiraciste ! Vive le foot populaire et solidaire, vive le FC Hardegger !

Lola Crittin

Suivez le club sur Insta : @fchardegger

JAB  
CH-1211 Genève 2  
P.P. / Journal



Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

## solidarités

436

21 06  
2024

C'est quoi  
ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous!

### Abonnements

## SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant·e·s, AVS, AI Chômeurs·euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet: [solidarites.ch/abonnement](https://solidarites.ch/abonnement)

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- solidarités
- Case Postale 2089
- 1211 Genève 2
- ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)
- ou +41 22 740 07 40

### Sommaire

3

#### Féminisme

Comment allier paillettes et lutte contre les oppressions ?

**Neuchâtel**  
Ouh ouh, méfions-nous... de la surveillance policière et des amalgames

4-5

#### National

En défense du boycott académique

**Genève**  
La droite manœuvre pour augmenter les tarifs TPG

6

#### Vaud

Vers la construction d'un front large de la gauche radicale romande ?

7

#### Monde du travail

La Poste: nouveau massacre à la tronçonneuse

8-9

#### Écologie

Recettes réactionnaires à la crise écologique

10

#### International

Colombie: une caravane pour la vie!

11

#### International

Inde: un avertissement pour le régime Modi

12

#### International

Afrique du sud: une vie glorieuse pour... les cleptocrates

13

#### Histoire

Abolir les prisons «brique par brique, mur par mur»

14-15

#### Sport

Pour une histoire du football à contre-pied

**Gegenpressing**  
du FC Hardegger contre le foot-business!

